

ALEXANDRE LITVINENKO EMPOISONNÉ AU POLONIUM 210 À LONDRES

L'ancien officier du FSB Alexandre Litvinenko, citoyen britannique, a été empoisonné au polonium 210 radioactif dans un hôtel londonien le 1er novembre 2006 et est décédé le 23 novembre 2006. Une victime est décédée ; une contamination au polonium a été détectée sur plusieurs sites à Londres.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

L'enquête publique légale britannique sur la mort de Litvinenko (rapport du 21 janvier 2016) a conclu qu'Andreï Lougovoï et Dmitri Kovtoun l'avaient tué dans le cadre d'une opération du FSB probablement approuvée par Nikolai Patrouchev et le Président Poutine ; la CEDH (Carter c. Russie, no 20914/07, 21 septembre 2021) a tenu la Russie pour responsable de l'assassinat au titre de l'article 2.

DERNIÈRES NOUVELLES

La Russie n'a pas remis les suspects ni exécuté l'arrêt de la CEDH ; aucun procès pénal n'a été possible.

SOURCES

A Home Office britannique / The Litvinenko Inquiry : rapport sur la mort d'Alexandre Litvinenko · 2016-01-21

<https://www.gov.uk/government/publications/the-litvinenko-inquiry-report-into-the-death-of-alexander-litvinenko>

A CEDH, Carter c. Russie (n° 20914/07), arrêt (copie PDF) · 2021-09-21

<https://www.courthousenews.com/wp-content/uploads/2021/09/echr-carter-russia.pdf>

A Fiche HUDOC de la CEDH, Carter c. Russie · 2021-09-21

<https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-211972>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et publiquement ; porter la question devant l'ONU.
- Sanctionner les officiers et les unités qui ont ordonné l'opération, et pas seulement ceux qui l'ont exécutée.
- Expulser les officiers de renseignement opérant sous couverture diplomatique.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs